

Synthèse régionale

Une économie plus dynamique qu'en 2016

Jean-Pierre Courson, Insee

En 2017, l'emploi salarié des secteurs principalement marchands du Grand Est progresse pour la deuxième année consécutive : + 1,0 % après + 0,7 %. La région se situe à la dixième place en métropole, avec une tendance proche de la Bourgogne-Franche-Comté et des Hauts-de-France. L'emploi dans la construction renoue avec la croissance pour la première fois depuis 2009. L'érosion se poursuit pour l'industrie hors intérim, mais la situation s'améliore en cours d'année et se stabilise au quatrième trimestre. L'emploi intérimaire se maintient à haut niveau pour la troisième année. Le tertiaire hors intérim continue de se développer, timidement dans le commerce, mais avec une embellie dans l'hébergement-restauration et les services aux entreprises.

La croissance du produit intérieur brut français accélère pour atteindre 2,2 %, après seulement 1,1 %. Cela favorise la reprise de l'emploi et une amélioration du marché du travail comme dans l'ensemble des régions. Le taux de chômage perd 1,3 point et s'établit à 8,6 %, comme la moyenne de métropole. Le recul est visible dans tous les départements et dans l'ensemble des zones d'emploi de la région. Le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A passe sous les 300 000, prolongeant la baisse de l'année précédente. Elle profite à tous les âges, surtout les plus jeunes, et stabilise le nombre de seniors après plusieurs années de croissance. Le chômage de longue durée continue de s'accroître. Le nombre de demandeurs ayant exercé une activité partielle reste en hausse et leur nombre d'heures exercées augmente de 25 %. Les offres d'emploi progressent, avec une plus forte part d'emplois durables.

L'environnement frontalier reste favorable. Avec une croissance de 2,5 %, l'économie allemande progresse pour la huitième année consécutive. Le Bade-Wurtemberg et la Rhénanie-Palatinat sont proches de cette moyenne nationale et l'économie sarroise redémarre (+ 1,2 %). Le Luxembourg observe un ralentissement à + 2,3 % après

+ 3,1 %. La croissance belge reste solide et la Wallonie fait un peu mieux (+ 1,8 %). La Suisse n'affiche qu'une croissance modérée de 1 %. L'emploi reste bien orienté chez tous nos voisins.

Avec des échanges extérieurs en hausse à 121 milliards d'euros, la région, juste derrière l'Île-de-France, contribue pour 12,1 % à l'ensemble des échanges français. Rapportée au nombre d'habitants, sa contribution est toujours la première devant la Normandie et la région capitale. Le Grand Est conserve au total son deuxième rang pour les exportations et se place au quatrième pour les importations, avec toutefois un excédent commercial en recul.

Les industriels du Grand Est enregistrent une activité plus soutenue, notamment grâce à de bons résultats à l'exportation. Les prévisions tablent sur un maintien de cette trajectoire, avec un niveau élevé d'investissements et une légère érosion des effectifs.

La production dans le secteur du BTP est en hausse, grâce au net rebond des travaux publics. Les effectifs se sont renforcés. Le bon niveau des carnets de commande permet aux chefs d'entreprises d'anticiper une nouvelle augmentation de leur activité. Les mises en chantier de logements progressent nettement dans l'individuel et plus encore dans le collectif (respectivement + 13 % et + 23 %). La croissance est moindre pour les permis de construire.

La création d'entreprises progresse dans sept départements sur dix et le Bas-Rhin en concentre un quart. Les formes classiques d'entreprises continuent d'être plus attractives que le régime de micro-entrepreneur. Entre ce dernier, les entreprises individuelles et les sociétés, la répartition des immatriculations est maintenant sensiblement comparable. Hors micro-entrepreneurs, près de 10 % des entreprises emploient des salariés à leur création. Les défaillances sont encore en recul.

Le fret fluvial augmente de 2 %, sans compenser le recul de l'année précédente.

Le trafic passager dans les aéroports, concentré à plus de 80 % sur l'EuroAirport de Bâle-Mulhouse-Fribourg, est en forte hausse (+ 8 %) et 6 passagers sur 10 empruntent des lignes low cost. Les immatriculations de véhicules neufs s'améliorent de 5,5 % ; les automobiles motorisées au gazole représentent désormais moins de la moitié des véhicules particuliers.

Les établissements d'hébergement touristique du Grand Est ont enregistré 21,3 millions de nuitées. La fréquentation augmente de 7 %, plus qu'au niveau national : un peu moins pour les hôtels, un peu plus pour les campings et les autres hébergements collectifs. L'attrait de la clientèle pour les hébergements confortables se renforce. La clientèle française, et surtout étrangère, s'est faite plus nombreuse.

Après une année 2016 difficile, la récolte 2017 renoue avec des performances habituelles dans le Grand Est pour les céréales, oléagineux et protéagineux. Une récolte mondiale abondante pèse sur les cours, ainsi que la force de l'euro sur le dollar, ce qui pénalise les exportations. Les cultures d'automne (pomme de terre, betterave) sont bonnes tandis que la production laitière recule encore malgré la croissance rapide de la production de lait biologique. Les cours des bovins sont à la hausse et les livraisons (abatages + exportations) augmentent légèrement, comme pour les marchés porcin et ovin.

Les gelées printanières ont causé des dégâts tant en Champagne que sur le vignoble alsacien. La sécheresse estivale a permis un bon développement des fruits, mais des orages ont avancé les dates de récolte. Les rendements sont pénalisés, mais la production en Champagne est supérieure à son niveau de 2016 (+ 22 %). En revanche, elle recule de 20 % en Alsace. Du côté de la mise en marché, les exportations de Champagne sont en légère hausse sur un an. Le Brexit semble avoir des répercussions sur les exportations de Champagne au Royaume-Uni, premier marché de la filière. ■

Contexte national

L'économie française progresse vivement en 2017

Bruno Patier, Division Synthèse conjoncturelle, Insee

La croissance de la zone euro au plus haut depuis 2007

En 2017, l'activité mondiale a accéléré : + 3,9 % après + 3,3 % en 2016. L'activité continue à reprendre quelques couleurs dans les pays émergents (+ 6,5 % après + 4,9 %) : l'activité chinoise se stabilise mais l'activité se reprend au Brésil et en Russie. Dans les économies avancées, l'activité accélère aussi (+ 2,3 % après + 1,7 % en 2016) essentiellement du fait des États-Unis (+ 2,3 % après + 1,5 %) portée par une reprise de la dépense publique et de l'investissement des entreprises. La croissance britannique se stabilise (+ 1,8 % après + 1,9 %). Dans la zone euro, l'activité accélère vivement : + 2,5 % après + 1,8 % avec des niveaux de confiance des entrepreneurs à des plus hauts historiques depuis 17 ans. L'accélération de l'activité dans la zone euro est surtout portée par le commerce extérieur avec des exportations très dynamiques (+ 5,3 % après + 3,4 %). L'investissement reste allant, aidé par la politique monétaire de la Banque centrale européenne (BCE) qui reste accommodante et maintient les taux d'intérêt à un niveau faible. Les disparités de croissance demeurent, l'Italie étant moins dynamique que ses principaux partenaires européens. Au total, le commerce mondial se reprend franchement en 2017, à + 5,3 % après + 2,0 %.

L'économie française accélère franchement en 2017

En 2017, le PIB français progresse de 2,2 % en volume, après + 1,2 % en 2016. Il s'agit de la plus forte croissance depuis 2011 (*graphique 1*).

Le commerce extérieur contribue positivement à la croissance du PIB pour la première fois depuis 2012 (+ 0,1 point contre - 0,5 point en 2016) : en effet, les exportations sont particulièrement vigoureuses (+ 4,5 % après + 1,5 %) tandis que les importations accélèrent moins fortement (+ 4,0 % après + 3,0 %). Les entreprises stockent plus en 2017 (contribuant pour + 0,2 point à la croissance annuelle, après - 0,4 point en 2016), compensant le ralentissement de la demande intérieure.

En effet, la demande intérieure hors stocks ralentit un peu (contribution de + 1,8 point à la croissance du PIB en 2017 contre + 2,1 points en 2016), freinée par la consommation (ménages et administrations) dont la contribution au PIB passe à + 0,8 point en 2017 après + 1,5 point en 2016. Le ralentissement de la consommation des ménages (+ 1,1 % après + 2,0 %) provient en partie de celui de leur pouvoir d'achat (+ 1,3 % après + 1,8 %). Du côté de la demande publique, la consommation collective des administrations publiques marque légèrement le pas (+ 0,5 % après + 0,7 %) mais leur investissement accélère (+ 1,4 % après + 0,2 % en 2016 faisant suite à des replis les années précédentes dont - 4,6 % en 2015).

La vigueur de l'investissement contribue fortement à la croissance du PIB

L'investissement accélère nettement en 2017 (+ 4,5 % après + 2,8 % en 2016) jusqu'à dépasser son rythme de 2008. L'investissement des ménages progresse très fortement (+ 5,6 % après + 2,8 %), notamment du fait d'achats immobiliers très dynamiques. Malgré une diminution des livraisons de matériels militaires, l'investissement public

accélère en 2017 (+ 1,4 % après + 0,2 %), porté par les dépenses en bâtiment et en travaux publics. Enfin, l'investissement des entreprises non financières, déjà dynamique en 2016 (+ 3,4 %), accélère encore en 2017 (+ 4,1 %). Le taux d'utilisation de leurs capacités de production atteint en fin d'année des niveaux inédits depuis la crise financière de 2008, tout comme l'ensemble des facteurs de tension sur l'offre (difficultés de recrutement et goulots de production).

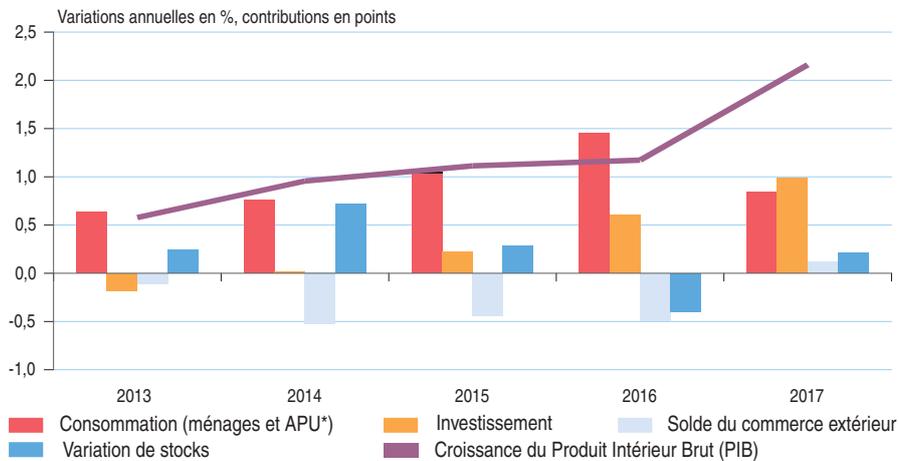
L'accélération de l'emploi a conduit à une baisse d'un point du taux de chômage

L'emploi total accélère : + 261 000 sur un an fin 2017, après + 251 000 un an auparavant. Il est porté par l'emploi salarié marchand non agricole (+ 257 000 après + 213 000) qui bénéficie de l'accélération de l'activité. Ainsi, le taux de chômage en France entière baisse davantage que l'année passée, passant de 10,0 % fin 2016 à 9,0 % fin 2017.

Le pouvoir d'achat des ménages ralentit du fait de l'inflation

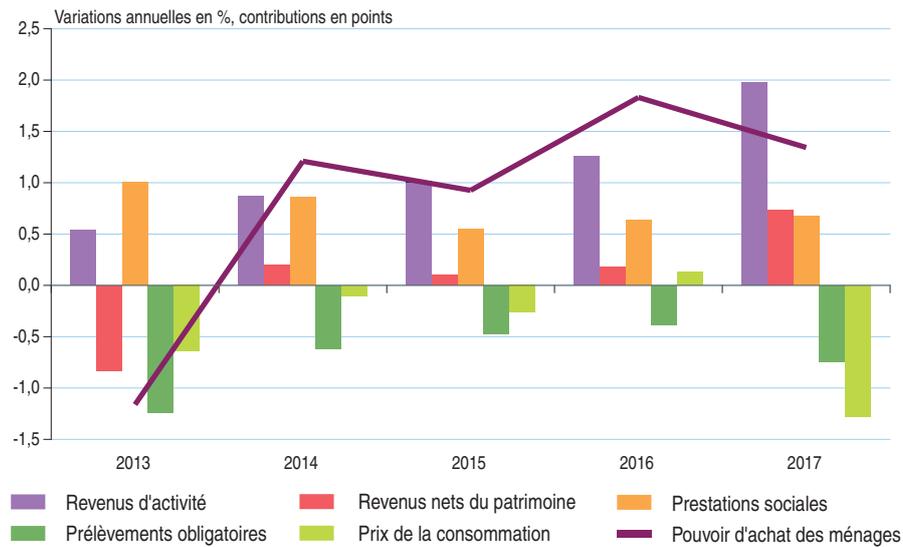
En moyenne annuelle, les prix de la consommation retrouvent une progression significative en 2017 après avoir stagné en 2016 (+ 1,3 % après - 0,1 %), tandis que le revenu disponible des ménages accélère nettement (+ 2,6 % après + 1,7 %), du fait de la vigueur des revenus d'activité et du patrimoine et de la modération des prélèvements obligatoires. L'accélération des prix l'emportant sur celle des revenus, le pouvoir d'achat des ménages ralentit légèrement en 2017 (+ 1,3 % après + 1,8 %, *graphique 2*). ■

1 L'investissement est le facteur contribuant le plus à la croissance du PIB en 2017



Source : Insee, comptes nationaux, base 2014.

2 La vigueur des revenus d'activité et du patrimoine soutiennent le pouvoir d'achat des ménages en 2017



Source : Insee, comptes nationaux, base 2014.